



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



AMBASSADE
DE FRANCE
AUX ÉTATS-UNIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Washington Wall Street Watch

N°2026-2 - Le 15 Janvier 2026

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- Des créations d'emplois limitées en décembre concluent l'année la moins dynamique depuis 2020
- L'inflation poursuit sa progression sur un rythme proche du mois précédent
- Les ventes au détail rebondissent en novembre

Politiques macroéconomiques

- Jerome Powell se défend après sa mise en cause par le *Department of Justice*

Services financiers

- Les banques américaines publient des résultats trimestriels en demi-teinte
- Le président Trump annonce un plafonnement temporaire des taux d'intérêt sur les cartes de crédit
- Le président Trump mobilise Fannie Mae et Freddie Mac pour soutenir le marché immobilier

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

Des créations d'emplois limitées en décembre concluent l'année la moins dynamique depuis 2020

Le *Bureau of Labor Statistics* a [publié](#) le 9 janvier son rapport sur le marché de l'emploi américain pour le mois de décembre 2025. Le taux de chômage s'y établit à 4,4 % (après 4,5 % en novembre) tandis que les créations d'emplois atteignent +50 000, un niveau inférieur aux anticipations de marché (+73 000) et aux créations de novembre, révisées à la baisse

à +56 000 (+64 000 initialement). Elles sont principalement tirées par la restauration (+27 000), les professions de santé (+21 000) et le secteur social (+17 000), tandis que le commerce de détail enregistre une perte nette de 25 000 emplois.

Les révisions des données antérieures confirment le ralentissement de l'emploi, avec une révision à la baisse de -76 000 emplois sur les mois d'octobre et novembre (de -105 000 à -173 000 en octobre). Sur l'ensemble de l'année 2025, l'économie américaine aura créé 584 000 emplois (soit

une moyenne mensuelle de +49 000, contre +168 000 en 2024), marquant la plus faible performance annuelle hors période de récession depuis 2003.

En contrepartie, le salaire horaire moyen progresse de 0,3 % sur le mois, conformément aux anticipations, portant la hausse annuelle des salaires à 3,8 %, soit 0,2 point au-dessus des prévisions.

L'inflation poursuit sa progression sur un rythme proche du mois précédent

Selon le [rapport](#) du *Bureau of Labor Statistics* (BLS) publié le 13 janvier 2026, l'indice des prix à la consommation ainsi que sa composante sous-jacente (hors énergie et alimentation) ont respectivement progressé de +0,3 % et +0,2 % en décembre. Les prix de l'énergie ont progressé de +0,3 % ce dernier mois et ceux de l'alimentation de +0,7 %. Pour rappel, le *shutdown* budgétaire a empêché la construction de l'indice en niveau au mois d'octobre ce qui rend impossible le calcul de la croissance de l'indice aux mois d'octobre et de novembre.

Sur 12 mois glissants, l'inflation progresse de +2,7 % (après +2,7 % en novembre) et l'inflation sous-jacente de +2,6 % (après +2,6 %). Les prix de l'énergie ont progressé de +2,3 % (après +4,2 %) sur un an et ceux de l'alimentation de +3,1 % (après +2,6 %).

Le prix des biens hors alimentation et énergie progresse de 1,4 % et ceux des services hors énergie de +3,0 %, dont +3,2 % pour le logement et +3,5 % pour les soins médicaux. L'inflation a progressé au même rythme que les anticipations des marchés (consensus à +2,7 %), tandis que sa composante sous-jacente a été moins élevée (consensus à +2,7 %).

Les ventes au détail rebondissent en novembre

D'après les [données](#) publiées par le *Census Bureau*, les ventes au détail au mois de novembre progressent de +0,6 %, après une baisse de -0,1 % en octobre. Sur 12 mois glissants, les ventes au détail progressent de +3,3 %, comme en octobre (+3,3 %).

En novembre, dix des treize catégories recensées dans le rapport ont affiché des hausses. Les ventes au détail ont été poussées par la vente de véhicules à moteur (+1,0 %, après -1,6 % en octobre) et les soldes de la période de fin d'année. Les ventes d'habillement (+0,9 %), de matériel de sport et de divertissement (+1,9 %) et les matériaux d'équipement et de jardinage (+1,3 %) ont progressé. Les ventes de matériel électronique sont restées stables (+0 %), ainsi que celles des magasins de marchandises diverses (+0 %). En novembre, les ventes de meubles de maison ont légèrement baissé (-0,1 %).

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Jerome Powell se défend après sa mise en cause par le *Department of Justice*

Jerome Powell et la Fed ont reçu vendredi 9 janvier des assignations à comparaître devant un grand jury dans le cadre d'une enquête du *Department of Justice* (DOJ) sur les coûts de rénovation de la Fed, plus élevés qu'anticipés. Ouverte en novembre 2025, cette enquête porte en particulier sur

les déclarations de J. Powell lors de son audition au Congrès en juin 2025.

Dans une [allocution exceptionnelle](#) publiée dimanche 11 janvier, J. Powell a dévoilé ces assignations tout en dénonçant l'enquête, qu'il accuse être un prétexte relié à la volonté de l'administration d'influer sur la politique monétaire. J. Powell a ainsi déclaré que « *la menace de poursuites pénales est la conséquence du fait que la Réserve fédérale*

fixe les taux d'intérêt sur la base de sa meilleure évaluation de ce qui sert l'intérêt général, plutôt que de suivre les préférences du président » et que « cette action sans précédent doit être replacée dans le contexte plus large des menaces et des pressions continues de l'administration ». En réponse, plusieurs responsables de l'administration américaine, y compris le Président Donald Trump, se sont défendus de toute implication dans la procédure menée par le DOJ.

Cet événement a entraîné une série de réactions en soutien à J. Powell dans le monde économique et financier. J. Powell a

reçu le soutien via un [communiqué](#) de trois anciens banquiers centraux des Etats-Unis (Janet Yellen, Alan Greenspan, Ben Bernanke) et via une [déclaration commune](#) d'une dizaine de banquiers centraux en poste à l'étranger (dont Christine Lagarde et François Villeroy de Galhau).

La transition à la tête de la Fed prévue mi-mai 2026 pourrait être perturbée par l'enquête contre J. Powell. Le sénateur républicain Thom Tillis a menacé de bloquer cette nomination tant que le DOJ fera pression sur J. Powell, son vote pouvant à lui seul empêcher un avis favorable de la commission bancaire du Sénat.

SERVICES FINANCIERS

Les banques américaines publient des résultats trimestriels en demi-teinte

Les six plus grandes banques américaines (JP Morgan - JPM, Bank of America - BoA, Citigroup - Citi, Wells Fargo - WF, Goldman Sachs - GS, Morgan Stanley - MS) ont publié de mardi à jeudi leurs résultats pour le 4ème trimestre 2025 et pour l'exercice 2025.

Au 4ème trimestre 2025, les banques « universelles » affichent des résultats inférieurs aux attentes, tandis que les banques d'affaires poursuivent un rythme de croissance élevé.

Les activités de prêts affichent une bonne santé : les banques voient leur volume de prêts progresser nettement (+8 % pour BoA), ce qui occasionne une hausse des revenus d'intérêt, tandis que les charges d'intérêts se réduisent dans un contexte favorable de baisse des taux. BoA estime que tous les indicateurs de la santé financière des ménages sont au vert, tant du côté des emprunts que de la consommation. Certaines banques signalent une forte hausse de l'origination de crédits hypothécaires.

Les performances de banque d'investissement évoluent en ordre dispersé malgré les espoirs de dérégulation et de facilitation des activités de fusion-acquisition, plusieurs banques universelles

souffrent de retards dans la finalisation des projets de fusion-acquisition ou la faiblesse des émissions d'actions. Les activités de *trading* sont davantage dynamiques.

En dépit d'une baisse globale du coût du risque, le résultat net des banques est rogné par l'inflation des charges d'exploitation. En conséquence, deux tiers des banques affichent des résultats nets en hausse marquée (BoA +12 %, WF +6 %, GS +12 %, MS +18 %) tandis que JPM (-7 %) et Citi (-13 %) sont en retrait, cette dernière enregistrant une moins-value exceptionnelle liée à la vente de ses dernières activités en Russie. Les marchés ont sanctionné des performances inférieures à leurs attentes par une baisse des cours.

Les résultats annuels offrent une image plus positive que le dernier trimestre de l'année. Toutes les banques publient des Produits Nets Bancaires en hausse sur l'année. Les résultats nets cumulés connaissent également une hausse rapide, le coût du risque étant en baisse (à l'exception de JPM).

La confiance dans les perspectives de croissance de l'année 2026 fait consensus parmi les dirigeants de banque. L'amélioration de l'environnement réglementaire, fiscal et commercial devrait porter l'activité bancaire, en dépit de risques géopolitiques croissants.

Le président Trump annonce un plafonnement temporaire des taux d'intérêt sur les cartes de crédit

Le 13 janvier 2026, D. Trump a [annoncé](#) l'instauration d'un plafond temporaire de 10 % sur les taux d'intérêt des cartes de crédit, une mesure qu'il avait évoquée durant sa campagne. Ce plafond, qu'il souhaite voir entrer en vigueur le 20 janvier 2026, anniversaire de l'inauguration présidentielle, sera appliqué pour une durée d'un an, bien que les modalités légales de sa mise en œuvre restent floues en l'absence d'autorisation du Congrès.

Si cette mesure pourrait alléger le paiement d'intérêts par les ménages à hauteur de 100 Md USD par an selon les analyses de l'université Vanderbilt, elle a été fortement critiquée par le secteur bancaire. Elle risquerait de priver les consommateurs les plus fragiles d'accès au crédit, les banques préférant fermer des comptes ou réduire les limites pour les profils à risque. Elles évoquent aussi la réduction des programmes de récompenses dont bénéficient les usagers pour leur consommation et les effets délétères pour l'économie.

Le président Trump mobilise Fannie Mae et Freddie Mac pour soutenir le marché immobilier

Le 8 janvier 2026, le président Trump a [annoncé](#) avoir demandé à Fannie Mae et Freddie Mac, les deux grandes agences parapubliques de titrisation des crédits hypothécaires (GSE), d'acheter jusqu'à

200 Md USD de titres adossés à des crédits immobiliers (*mortgage-backed securities*, MBS). L'objectif affiché est de faire baisser les taux des prêts immobiliers afin de restaurer l'accessibilité au logement, dans un contexte où le coût du crédit reste élevé malgré un récent reflux des taux.

Concrètement, ces achats consistent pour Fannie Mae et Freddie Mac à accroître leurs portefeuilles conservés (*retained portfolios*), c'est-à-dire la part des prêts et des titres qu'elles conservent à leur bilan au lieu de les céder aux investisseurs. En augmentant la demande pour les MBS, ces interventions exercent une pression à la baisse sur les primes de risque échangées sur les marchés secondaires, ce qui se transmet progressivement aux taux des crédits immobiliers proposés aux ménages.

L'ampleur du rachat reste néanmoins ciblée : un programme d'achats de 200 Md USD correspondrait à un peu plus de 2 % du marché (c. 9 000 Md USD). Toutefois, les GSE avaient déjà accru leurs portefeuilles de plus de 25 % entre mai et octobre 2025, pour atteindre environ 234 Md USD à l'automne, leur niveau le plus élevé depuis 2021.

Cette annonce s'inscrit dans une série de propositions visant à réduire les taux sur les crédits immobiliers, une priorité présidentielle, dont [l'interdiction](#) d'achat de logements individuels pour les investisseurs institutionnels (fonds d'investissement, etc...) ainsi que l'étalement des crédits immobiliers sur [50 ans](#), idée qui a finalement été abandonnée.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 reste relativement inchangé à 6 944 points, de même que le Nasdaq à 23 530 points. Malgré une augmentation de l'inflation inférieure aux prévisions, le début de semaine a été marqué par une tendance baissière provoquée par un choc initial face

aux menaces autour de l'indépendance de la Fed, les résultats en-deçà des attentes de JP Morgan ainsi qu'une rotation sectorielle des portefeuilles d'actions au détriment des grandes capitalisations boursières technologiques. Toutefois, le regain d'optimisme autour de l'IA, suite à la publication de résultats records par TSMC,

principal fabricant de semi-conducteurs, a permis de renouer avec les gains en fin de semaine.

Les taux des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) ont augmenté de

+8 points de base sur la semaine, à 3,57%, pour les bons à 2 ans, et restent stables à 4,18 %, pour les bons à 10 ans, sur le fonds d'une baisse plus importante que prévu des demandes d'allocations-chômage, signe d'un marché du travail assez résilient.

BREVES

- Le 8 janvier, l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC) a publié une [proposition](#) de règle visant à formaliser les activités non fiduciaires des banques de trust nationales. Cette mesure clarifie des interprétations antérieures et renforce la base légale permettant à ces établissements de réaliser des activités de garde et de conservation d'actifs, jusqu'ici autorisées via des lettres d'interprétation. Les banques de trusts conservent actuellement 2 000 Md USD d'actifs, et pour l'OCC la réforme devrait réduire les incertitudes juridiques et prévenir d'éventuels litiges.
- Le 12 janvier, le président de la Fed de New York, John Williams, a déclaré lors d'un [discours](#) devant le Council of Foreign Relations que le niveau actuel des taux d'intérêt est bien positionné pour stabiliser le marché du travail et ramener l'inflation vers l'objectif de 2%. Il anticipe une stabilisation du chômage cette année, suivie d'une amélioration graduelle, et a souligné que l'indépendance de la Fed a largement contribué à contenir l'inflation.
- Le 13 janvier, D. Trump a tenu un [discours](#) devant le *Detroit Economic Club* sur le bilan de sa politique économique depuis son retour au pouvoir. D. Trump a adopté un ton triomphant sur la base des premiers résultats économiques sur la croissance, l'investissement et l'inflation et a traité les inquiétudes des ménages sur les questions de pouvoir d'achat.
- Le 13 janvier, le président de la SEC Paul Atkins a [annoncé](#) la révision des obligations d'information des entreprises cotées. La régulation actuelle (Regulation S-K) « noie » selon lui les investisseurs sous une avalanche de détails qui n'assure pas leur protection, alors qu'elle devrait se cantonner à fournir les informations les plus déterminantes pour la décision d'investissement.
- Le 15 janvier, après une adoption par la Chambre des Représentants (397-28), le Sénat a aussi adopté le paquet regroupant trois projets de loi visant à financer, pour l'exercice 2026, les budgets : (i) des départements du Commerce, de la Justice et des Sciences, (ii) de l'Énergie et du Développement des ressources hydrauliques, et (iii) de l'Intérieur et de l'Environnement (82-15).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Cédric Garcin, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Galina Natchev, Laurie Bergia, Lou Dhiver.

Abonnez-vous : afws@dgtresor.gouv.fr